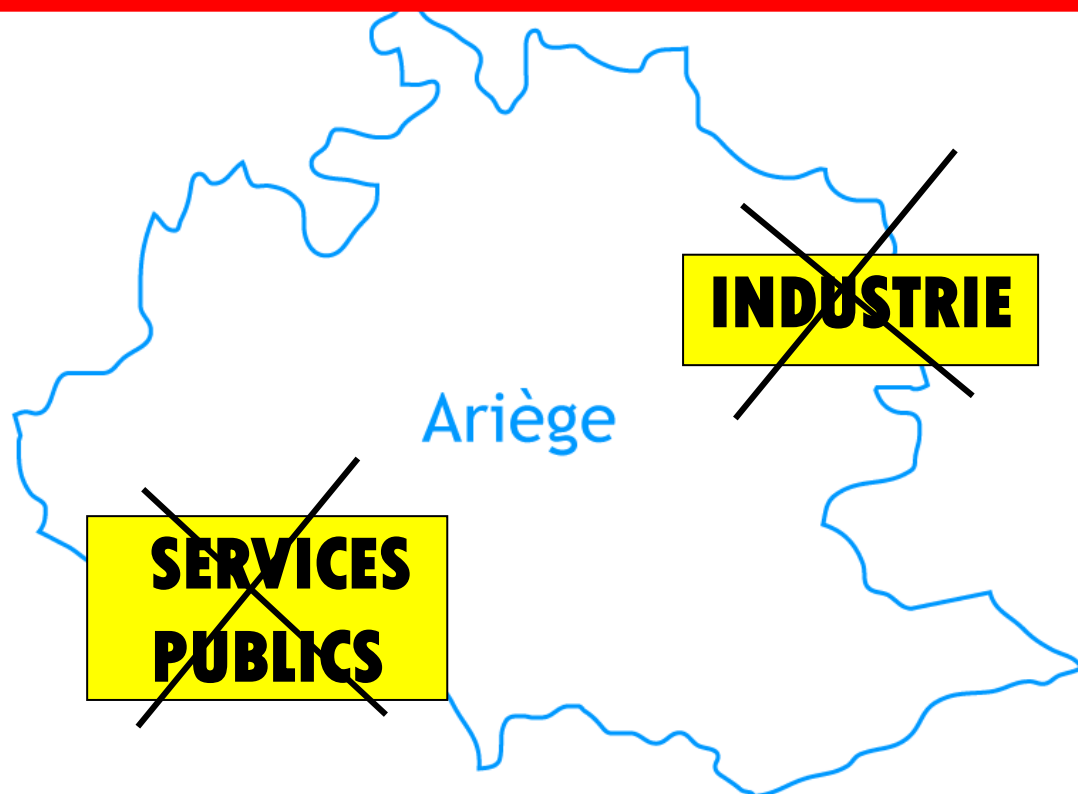




**RASSEMBLEMENT
A LAVELANET ET SAINT GIRONS
JEUDI 4 FEVRIER 11H**



**ETAT D'URGENCE
SOCIALE
EN ARIEGE**



**STOP A LA CASSE ! STOP A LA RESIGNATION !
RESISTANCE ET MOBILISATION
POUR VIVRE ET TRAVAILLER
PARTOUT EN ARIEGE !**

Le jeudi 4 février 2016

A l'appel des Unions Départementales CGT, FSU, Solidaires
Salaries, retraités, privés d'emploi....

Deux rassemblements de 11h à 13h en Pays d'Olmes et Couserans:

- ✓ Rond-Point Albert GABARROU (centre-ville) à Lavelanet
- ✓ Rond-point Balagué devant la nouvelle piscine à St Girons

*Cette mobilisation sur le Pays d'Olmes et le Couserans est une première étape à la préparation d'une **journée de mobilisation départementale le 20 février 2016.***

La politique du gouvernement Hollande-Valls produit des effets dévastateurs en matière économique et sociale dans notre département. Aucun secteur n'est épargné par cette régression sociale sans précédent.

Le gouvernement et les parlementaires poursuivent aggravent la maltraitance des salariés au profit du grand patronat et des actionnaires.

En Ariège pas un secteur n'est épargné dans le privé comme dans le public ; les mesures dévastatrices se poursuivent, les annonces de destruction d'emploi se généralisent chez Johnson Controls, La Moulasse, la Ceras, dans les hôpitaux, à EDF, à La Poste, dans les CPAM, la CARSAT, dans les trésoreries, à Pôle-emploi (fermetures d'agences), la réforme des collectivités locales et l'étranglement financier des communes va affaiblir les services publics correspondants. La prochaine casse du code du travail terminera l'ouvrage de destruction du modèle français, pourtant facteur de cohésion sociale.

Notre présence est indispensable pour gagner :

1. ***La défense de l'emploi*** en luttant contre les licenciements boursiers à la Moulasse et chez Michel Thierry,
2. ***Un projet ambitieux et cohérent de développement industriel,***
3. ***Un renforcement de nos services et emplois publics en Ariège,***
4. ***Pour les libertés syndicales, pour la relaxe des 8 camarades de GOODYEAR, condamnés à 9 mois de prison pour s'être battus pour leur emploi dans le cadre syndical.***